Communiqué de presse

Rencontre avec le ministre de la Justice :
Le RNDDH et ECC attendent la concrétisation sans délai des engagements pris par le ministre

---

Le 28 Janvier 2025, le *Réseau National de Défense des Droits Humains* (RNDDH) et *Ensemble Contre la Corruption* (ECC) ont rencontré l'actuel Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, le Docteur Patrick PELISSIER.

Durant plus d'une heure et trente minutes, les échanges et discussions ont porté sur *cinq* (5) sujets liés aux violations des Droits Humains et à la problématique de la Corruption en Haïti :

- Le suivi accordé au protocole d'accord pour l'établissement de pôles judiciaires spécialisés en Haïti ;
- Le suivi fait par le ministère au rapport de la Commission d'évaluation du marché public *PNHOO-2425-TF-AOON-S-1/01/11*;
- Le traitement du dossier des Conseillers du CPT impliqués dans l'affaire de corruption de la Banque Nationale de Crédit ;
- La situation des personnes incarcérées au Centre de Rééducation des Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL) ;
- Le traitement des dossiers relatifs à la corruption transférés au Parquet près le Tribunal de première instance de Port-au-Prince par l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) et l'Unité Centrale de Renseignements Economiques et Financiers (UCREF).

1. Suivi au protocole d'accord pour l'établissement de pôles judiciaires spécialisés en Haïti

Le 19 septembre 2024, un protocole d'accord pour l'établissement de *deux* (2) pôles judiciaires spécialisés dans la juridiction de *Port-au-Prince* a été signé entre le *Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire* (CSPJ), le Ministère de la Justice et le *Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme*, pour, selon l'article 2, ***« ...soutenir la lutte contre la criminalité financière y compris les crimes de corruption, et les crimes de masse, y compris les crimes de violences sexuelles impliquant notamment les gangs criminels »***.

Le RNDDH et ECC ont souligné à l'attention du ministre que ce protocole constitue en fait le résultat des actions de plaidoyer menées depuis plusieurs années par des organisations de la société civile et répond à l'une des exigences de l'accord politique du

R.A.D.